

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS

N° 0807829J9/1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme F. et Association Droit au Logement Paris et ses environs.

M. Perrier Juge des référés

Le juge des référés statuant en urgence

Ordonnance du 20 mai 2008

vu la requête, enregistrée au greffe du tribunal administratif le 23 avril 2008 sous le n°0807829/9/1, présentée par N. F., demeurant au centre d'hébergement et de réinsertion sociale et par l'Association Droit Au Logement Paris et ses environs, représentée par son président en exercice, dont le siège est situé 24, rue de la Banque à Paris (75002) ; les requérantes demandent au juge des référés, sur le fondement de l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

1 / d'ordonner la suspension de l'exécution de la décision du 3 mars 2008 par laquelle la commission de médiation de Paris a émis un avis défavorable sur la demande présentée : par Mme F. ;

2 / d'ordonner à la commission de médiation de Paris d'instruire, dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'ordonnance à intervenir, la demande de Mme F., sous astreinte de 500 euros par jour de retard ;

3 / de mettre à la charge de la commission de médiation de Paris la somme de 1500 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative, au bénéfice des deux exposants ;

Mme F. et l'association « Droit Au Logement Paris et environs » exposant que Mme F. sollicite un logement social depuis mars 2005 ; que chaque année elle a déposé de nouvelles demandes ; qu'avant d'être admise dans un centre d'hébergement et de réinsertion sociale, Mme F. et ses deux enfants âgés de 3 et 8 ans séjournaient dans un hôtel dont une partie des

frais était prise en charge par L'Aide Sociale à l'enfance ; que depuis le 9 juin 2006, Mme F. et ses enfants sont hébergés au centre d'hébergement et de réinsertion sociale ; sur le fondement d'un contrat de deux ans ; que le CHRS a exprimé son intention de ne pas prolonger son séjour dans la mesure où Mme F. a bénéficié d'un accompagnement social qui lui permet aujourd'hui d'accéder à un logement autonome ; qu'elle a saisi, le 4 janvier 2008, la commission de médiation de Paris sur le fondement des dispositions de la loi du 5 mars 2007 relative au droit au logement opposable ; que Mme F. a intérêt à agir pour demander la suspension de la décision de la commission de médiation de Paris dans la mesure où cette décision lui fait grief, la privant de voir sa demande de logement social considérée comme prioritaire et urgente ; que l'Association « Droit Au Logement Paris et environs » a, elle aussi intérêt à agir, eu égard à ses objectifs statutaires, que les dispositions de la loi du 5 mars 2007 intégrées à l'article L. 441-2-3 alinéa 3 du code de la construction et de l'habitation disposent que le demandeur d'un logement social peut être assisté d'une association dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées, que la brochure éditée par le ministère du logement et de la ville relative au droit au logement dresse la liste des associations susceptibles d'aider les demandeurs à remplir leur dossier DALO, que l'association requérante fait partie des associations qui sont mises à la disposition des demandeurs ; que la condition d'urgence est satisfaite dès lors que la décision de refus de la commission de médiation de Paris a des conséquences sur la situation personnelle de Mme F. et de ses enfants mineurs qui n'auront plus d'hébergement à partir du 9 juin 2008 ; que la demande de logement social de Mme F. n'a pas abouti ; que ses revenus actuels ne lui permettent pas de louer un logement dans le parc privé ; qu'il existe un doute sérieux sur la légalité de la décision contestée ; que la commission de médiation de Paris a ajouté une condition qui n'est pas prévue par la loi et son décret d'application dans la mesure où elle impose à Mme F. d'attendre la fin du contrat de séjour pour pouvoir faire une demande droit au logement opposable , que ladite commission a commis une erreur manifeste d'appréciation en refusant de considérer la demande Mme F. comme étant prioritaire et urgente pour ce motif ; que cette situation la contraindrait à saisir la commission de médiation de Paris à la fin de son contrat de séjour, en étant alors privée

d'hébergement pendant plusieurs semaines ; qu'en effet, l'instruction d'une demande droit au logement opposable étant de six mois, sa demande peut n'être examinée qu'en décembre 2008 ; qu'elle risque de se retrouver avec ses enfants sans logement jusqu'à cette date.

Vu , enregistré le 14 mai 2008 à 18h20, le mémoire en défense présenté par le préfet de la région d'Ile de France, lequel conclut au rejet de la requête et expose : que la commission a estimé que la demande de Mme F. est prioritaire mais non urgente ; qu'à la date de la décision contestée, la commission n'avait pas été informée que le séjour de l'intéressée au CHRS prenait fin le 9 juin 2008 ; qu'il n'est pas établi qu'aucune solution ne sera proposée à l'intéressée au terme de son hébergement au CHRS ; que le CHRS a notamment mission de proposer une solution d'accompagnement après la fin de son séjour ; que la loi du 5 mars 2007 reconnaît le droit à toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence de pouvoir y demeurer tant qu'aucune orientation ne lui a été proposée ; que si elle avait connaissance du risque d'une prochaine absence d'hébergement, Mme F. aurait du déposer une demande d'hébergement et non de logement ; que la demande d'hébergement est traitée plus rapidement par la commission que celle du logement ; que si Mme F. est éligible au dispositif de la loi DALO, la commission n'exerce pas une compétence liée mais dispose d'une marge de choix en opportunité pour déterminer tant le caractère prioritaire de la demande que l'urgence à attribuer un logement, qui sont appréciés au regard des circonstances locales et de la situation particulière du demandeur ; que lors de la séance du 28 février 2008, le caractère prioritaire de la demande et l'urgence à attribuer un logement ont été appréciées en tenant compte que l'obtention d'un logement peut ne pas constituer dans un premier temps la réponse la plus adaptée compte tenu de l'inscription des intéressés « dans une logique d'insertion » ; qu'à Paris, 17110 dossiers ont été retirés depuis le 2 janvier 2008, soit 28% de l'ensemble des dossiers pour la France entière et 50% des dossiers retirés en Ile de France ; qu'à la date de la demande de Mme F., présentée en hiver, les demandes des personnes sans logement ont été privilégiées par la commission ; que le dossier de Mme F. a ainsi été considéré comme prioritaire non urgent ;

Vu l'avis en date du 28 février 2008, porté à la connaissance de Mme F.

par courrier du 3 mars 2008 ; Vu, enregistré le 19 avril 2008 sous le n°0807606, la requête par laquelle Mme F. et l'Association « Droit Au Logement Paris et environs », demandent l'annulation de la décision constituée par cet avis ; Vu la décision en date du 2 mai 2008 par laquelle le président du tribunal administratif de paris a désigné M. Perrier, président de section, pour statuer sur les demandes en référé ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n°2001-576 du 3 juillet 2001 relatif aux conditions de fonctionnement et de financement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

Vu le code de justice administrative ;

Après avoir entendu, à l'audience publique du 15 mai 2008 à 11 heure :

le rapport de M. Perrier, juge des référés ; les observations de Me Four-Quaglia, pour les requérantes, qui a exposé que lors de l'examen du cas de Mme F. par la commission de médiation de Paris, celle-ci ignorait la date à laquelle s'achevait l'hébergement de l'intéressée au CHRS ; que cet hébergement ne peut être prolongé ; qu'une nouvelle demande d'hébergement est vouée à l'échec ; que le motif de rejet de la demande traduit tant une erreur de droit qu'une erreur manifeste d'appréciation ; les observations de M. Dumas, pour le préfet de Paris, préfet de la région Ile de France, qui a déclaré s'en remettre à ses écritures, en précisant que Mme F. ne pouvait, aux termes de l'article 4 de la loi du 5 mars 2007, se voir opposer une limitation de son droit à l'hébergement, le juge des référés ayant fixé au jour même à 17 heures la clôture de l'instruction ; ladite audience tenue en présence de Mme Foor, greffier ;

Vu, enregistré le 15 mai 2008 à t16h45mnl5s, le mémoire présenté par le Préfet de paris, préfet de la région Ile-de-France, assorti de documents relatifs au fonctionnement du CHRS exposant qu'aucun texte législatif ou réglementaire ne prévoit de limiter à l'hébergement dans ce centre, que si le règlement du centre édicte une durée maximale de 18 mois, il admet des dérogations ; que la présence au sein de la commission d'un représentant de la DDASS de Paris lors de la réunion du 28 février 2008 permet de

penser que la situation de Mme F. au regard de ses droits à hébergement a été examinée en toute connaissance de cause ; que la condition d'urgence n'est pas remplie ;

Vu, enregistré le 15 mai 2008 à 16h45mn30s, le mémoire présenté pour les requérantes, exposant que, lors de la réunion de la commission du 28 février 2008, ni l'association Droit au logement, ni le CHRS n'ont été contactés pour fournir des informations à la commission sur la situation de Mme F. ; que l'urgence, aux termes des articles L.441-2-3 et R. 441-14-1 du code de la construction et de l'habitation, résulte nécessairement du fait qu'une demande est reconnue prioritaire et ne saurait constituer un critère autonome ; qu'aucune obligation de relogement ne pèse sur le CHRS ; que l'article 4 de la loi dite « DALO » ne s'applique pas à une structure d'hébergement de ce type ; que la commission n'a pas réorienté la demande de Mme F. vers une autre structure d'hébergement ;

Sur les conclusions de la requête :

Considérant que Mme F., hébergée depuis juin 2006, avec ses deux enfants, au centre d'hébergement et de réinsertion sociale a, le 4 janvier 2008, saisi la commission de médiation de Paris afin de se faire reconnaître par celle-ci, en application des dispositions de l'article L. 441-2-3 du Code de la construction et de l'habitation, issu de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007, comme prioritaire pour l'attribution d'urgence d'un logement ; que, réunie le 28 juin 2008, la commission de médiation a rendu un avis défavorable à cette demande, porté à la connaissance de l'intéressée par courrier du 3 mars 2008, en motivant exclusivement cette position par l'obligation pour Mme F. de mener à son terme, préalablement, son contrat de séjour au CHRS ;

Considérant que Mme F. et l'association « Droit au logement - Paris et ses environs », demandent la suspension provisoire de cet avis et qu'une injonction soit délivrée à la commission de médiation de réexaminer le cas de Mme F. ; Considérant que, dès lors qu'il prive le demandeur des bénéfices attachés à la reconnaissance du caractère prioritaire de l'attribution d'urgence d'un logement, dans le cadre défini par la loi précitée, l'avis émis par la commission de médiation présente le caractère

d'une décision faisant grief susceptible de faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir et d'une demande de suspension provisoire '.

Sur la recevabilité de la requête en tant qu'elle est présentée par l'association « droit au logement Paris et ses environs » :

Considérant qu'aux termes de l'article L.441-2-3-1 du code de la construction et de l'habitation : « 1. Le demandeur qui a été reconnu par la commission de médiation comme prioritaire et comme devant être logé d'urgence et qui n'a pas reçu, dans un délai fixé par décret, une offre de logement tenant compte de ses besoins et de ses capacités peut introduire un recours devant la juridiction administrative tendant à ce que soit ordonné son logement ou son relogement. Le demandeur peut être assisté par une association dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées ou une association de défense des personnes en situation d'exclusion et agréée par le représentant de l'Etat dans le département.(. .) » ;

Considérant que ces dispositions, qui ne visent au demeurant que la procédure contentieuse spéciale qu'elles instituent et qui ne peut être mise en œuvre, que par les demandeurs reconnus prioritaires auxquels un logement n'est pas attribué, ont pour objet de garantir l'accès des associations agréées aux dossiers des intéressés, à l'initiative de ces derniers ; qu'elles ne leur confèrent toutefois ni la possibilité d'en obtenir un mandat pour les représenter devant le juge administratif, ni un intérêt propre leur donnant qualité pour agir ; que la demande susvisée doit être rejetée comme irrecevable en tant qu'elle émane de l'association « Droit au logement - Paris et ses environs » ;

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L.521 -1 du code de justice administrative -.

Considérant qu'aux termes de l'article L. 521-I du code de justice administrative ;« Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie

et qu'il est fait dm d'un moyen propre à créer, en l'état de l' instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision (...) » ;

Sur le doute sérieux quand a la légalité de la décision attaquée :

Considérant que Mme F. a formé sa demande en tant que résidente d'une structure d'hébergement depuis plus de six mois, ayant auparavant sollicité en vain l'attribution d'un logement social ; que ces circonstances ne sont pas contestées ; Considérant qu'est de nature à faire naître un doute sérieux sur la légalité de l'avis défavorable émis sur la demande de Mme F. par la Commission de médiation de Paris le moyen tiré de l'erreur de droit commise par cette commission qui, au lieu, comme elle le devait, de déterminer si la situation de l'intéressée, appréciée au regard des autres demandes avec lesquelles elle se trouvait en concurrence, et compte tenu de la durée du séjour de Mme F. dans un centre d'hébergement du terme prévu de ce séjour, dont il lui appartenait de s'informer de la possibilité de le prolonger, de la pertinence de le faire eu égard aux contraintes qu'un tel hébergement impose et qui doivent être justifiées par un processus de réinsertion sociale, s'est bornée à subordonner un avis favorable à l'attribution d'urgence d'un logement à l'arrivée à terme du contrat d'hébergement et réinsertion conclu entre Mme F. et le CHRS condition non prévue par les dispositions précitées ;

sur l'urgence

Considérant que le contrat de séjour dont bénéficie Mme F. auprès du CHRS de C. arrive à échéance le 9 juin 2008 ; qu'aucun autre hébergement n'a été proposé à l'intéressée, qui n'était nullement tenue d'en solliciter un ; qu'enfin, contrairement à ce que soutient l'administration en défense, les centres d'hébergement et de réinsertion sociale ne pouvant être regardés comme des structures d'hébergement d'urgence au sens de l'article 4 de la loi du 5 mars 2007, l'obligation de maintien édictée par ces dispositions ne pourrait être utilement invoquée par Mme F. ;

Considérant que la situation de l'intéressée et de ses deux enfants est constitutive d'une urgence ; qu'aucun intérêt public ne s'oppose à ce que cette urgence soit retenue, Considérant qu'il résulte de ce qui précède qu'il

y a lieu de prononcer la suspension provisoire de la décision constituée par l'avis défavorable émis lors de sa réunion du 28 février 2008, par la commission de médiation de Paris, sur la demande de Mme F., au plus tard jusqu'il ait été statué au fond sur la requête n°0807606, ou jusqu'à ce qu'il ait été satisfait à l'injonction ci-après.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

Considérant qu'il y a lieu, comme le demande la requérante, d'enjoindre à la commission de médiation de Paris de réexaminer sa demande dans un délai d'un mois à compter de la notification de la présente ordonnance, sans qu'il soit besoin d'assortir cette injonction d'une astreinte

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L.761-1 du code de justice administrative :

Considérant qu'aux termes de l'article L.761-1 du code de justice administrative : « Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation. » ;

Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'État une somme de 1500 euros au titre des frais exposés par Mme F. et non compris dans les dépens ;

ORDONNE :

Article 1er : La requête susvisée est rejetés en tant qu'elle émane de l'association « Droit au logement- Paris et ses environs »

Article 2 : La décision constituée par l'avis de la Commission de médiation de Paris en date du 28 février 2008, porté à la connaissance de Mme F. par courrier du 3 mars 2008, est suspendue dans les conditions énoncés dans les motifs de la présente ordonnance.

Article 3 : Il est enjoint à la Commission de médiation de Paris de se

prononcer à nouveau sur la demande de Mme F. dans un délai d'un mois à compter de la notification de la présente ordonnance.

Article 4 : L' Etat (préfet de Paris, préfet de la région Ile-de-France) versera à Mme F. une somme de 1 500 (mille cinq cent) euros en application de L'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 5 : Le surplus des conclusions de Mme F. est rejeté.

Article 6, :La Présente ordonnance sera notifiée à Mme F., à l'association « Droit au logement-Pans et ses environs » et au ministre du logement et de la ville. Copie en sera adressée au Préfet de Paris, préfet de la région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 20 mai 2008 Le juge des référés,
La République mande et ordonne au préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris en ce qui le concerne et à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun, contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.